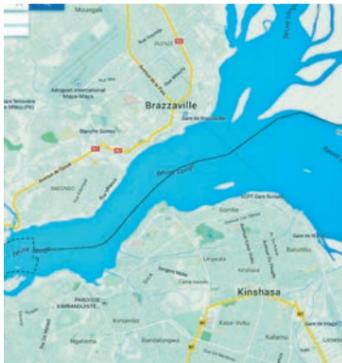


RD-CONGO

LE COURRIER  
DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4546 JEUDI 13 JUILLET 2023

GOMA

# Reprise du processus de cantonnement et de désarmement du M23

Facilitateur désigné par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) dans la résolution de la crise sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), l'ancien président de la République du Kenya, Uhuru Kenyatta, est arrivé hier à Goma. Il devra échanger avec les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la mise en œuvre des décisions prises à Nairobi, le 30 juin dernier, sur le pré-cantonnement, le cantonnement et le désarmement des troupes du M23.

Page 3



Le facilitateur Uhuru Kenyatta avec les parties prenantes à Goma

FICHER ELECTORAL

## Martin Fayulu réitère sa décision de boycotter les élections

Le leader de Lamuka considère le refus de la Ceni d'organiser un audit externe comme une preuve de l'existence des fictifs dans le fichier électoral. L'opposant, qui s'exprimait le 12 juillet, refuse d'approuver la «forfaiture électorale» qui se préparerait, selon ses convictions, et en appelle à la mobilisation de la population congolaise pour faire échec à ce projet.

Page 4



EST DE LA RDC

## Les modalités du déploiement des forces de la Sadc à l'ordre du jour

Le chef de l'État, Félix Tshisekedi, a pris part, le 11 juillet, par visioconférence, au sommet extraordinaire de la Troïka des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc). Il était, entre autres, question des modalités de déploiement des troupes de la Sadc dans l'est de la RDC dans la suite des échanges qui ont eu lieu lors des précédentes réunions de la Troïka.

Page 3

CONSTRUCTION DU PORT EN EAU PROFONDE DE BANANA

## Les notables de Moanda n'adhèrent toujours pas au projet

Alors qu'ils sont les principaux bénéficiaires des retombées économiques que va générer ce projet, les notables de Moanda, à en croire des sources, continuent de jouer aux durs. Les pé-

cheurs, quant à eux, estiment que cet ouvrage entraînerait une baisse de prise de poisson et un manque d'espaces libres pour leur matériel.

Page 4



Une vue du port de Banana/DR

## ÉDITORIAL

## Innover

La décision prise par la Confédération africaine de football (CAF) d'annuler des barrages de la Coupe de la Confédération témoigne de la volonté de cette institution de rétablir le principe de l'égalité des chances dans le nouveau format de ses compétitions interclubs.

La nouvelle mesure répare en quelque sorte le tort causé aux équipes qui participaient à la Coupe africaine de la Confédération, lesquelles étaient soumises à un autre tour additionnel en dehors des deux précédents avant d'accéder à la phase de groupes. La seconde chance offerte aux éliminés de la Ligue des champions leur rendait la tâche plus compliquée.

L'actuelle démarche va, à n'en point douter, rehausser le niveau des compétitions de la CAF et rendre les équipes engagées plus compétitives. Désormais la performance lors des deux premiers tours est requise pour valider la qualification à la phase de poules. A partir de la saison 2023-2024, seuls les seize clubs vainqueurs des deuxièmes tours des deux compétitions respectives seront directement qualifiés pour la phase finale.

Cette innovation oblige l'AS Otohô qui dispute la Ligue africaine des champions à ne pas lésiner sur les moyens pour assurer une préparation à la hauteur de la compétition. Il ne fait aucun doute que la bonne préparation couplée à l'effectif de qualité est la meilleure formule pour passer les tours préliminaires. Espérons que cette fois-ci l'équipe championne du Congo et les Diables noirs engagés, quant à eux, à la Coupe de la Confédération iront le plus loin possible.

*Le Courrier de kinshasK*

## LUTTE CONTRE LA POLIO

## La CRCA exhorte les Etats à renforcer la vaccination

En dépit de moult efforts fournis par les Etats africains et leurs partenaires pour venir à bout de la polio, cette maladie invalidante fait toujours parler d'elle à travers le continent. Pour inverser cette tendance, la Commission régionale africaine de certification de la poliomyélite (CRCA), réunie à Kinshasa, a exhorté les pays et les partenaires de la santé à combler d'urgence les lacunes de l'immunité contre cette maladie afin d'éviter des flambées épidémiques.

La région africaine a rapporté, au cours de cette année, plus de 117 cas confirmés de variants de poliovirus circulants et 107 détections dans des échantillons d'eaux usées. Tout en appelant à une action urgente pour renforcer la vaccination, la 31e réunion de la CRCA a plaidé en faveur de la mise en œuvre des activités de vaccination supplémentaires, tout en tenant compte des défis liés à l'accessibilité aux services, y compris les questions du genre. La commission a souligné l'importance de l'égalité des sexes dans la lutte contre la poliomyélite. Elle a, par ailleurs, reconnu le rôle crucial que jouent les femmes dans la gestion, la supervision, la prise de décisions, l'élaboration de messages et le suivi de la lutte contre la poliomyélite.

Pour éradiquer la polio dans la région africaine, la CRCA a encouragé les pays à mener des préparatifs solides et à veiller à ce que les campagnes de vaccination soient de la plus haute qualité. « Les orientations permet-

tront aux autorités sanitaires et aux partenaires de fournir un soutien ciblé pour renforcer la microplanification et la mobilisation sociale dans les zones où les résultats de la campagne sont médiocres, entre autres domaines d'action clés », a déclaré la Pre Rose Leke, présidente de la CRCA.

Pour sa part, le vice-ministre congolais de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Serge Emmanuel Holenn, a insisté sur la mise en œuvre des recommandations sorties de cette réunion qui a mis en présence des représentants des autorités sanitaires nationales et provinciales de l'Éthiopie, de Madagascar, du Mali, du Mozambique, de la République démocratique du Congo et du Tchad. « Nous sommes impatients de mettre en œuvre les recommandations supplémentaires de la CRCA pour guider la manière dont nous pouvons tenir la promesse d'une République démocratique du Congo et d'une Afrique

exemptes de poliomyélite », a déclaré le vice-ministre. Il a félicité la commission, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite pour le soutien financier et technique continu dans la lutte contre cette maladie dans le pays.

La CRCA est un organisme indépendant créé en 1998 pour superviser le statut de certification de la région africaine comme exempte de poliovirus sauvage indigène. Elle continue d'évaluer la fiabilité des données contenues dans la documentation soumise par les comités nationaux de certification afin de s'assurer que les pays adhèrent aux critères fixés pour la certification mondiale du poliovirus sauvage. Cet organisme se réunit deux fois par an pour examiner les progrès réalisés dans les mises à jour annuelles de certification de certains pays sur les activités d'éradication de la poliomyélite des quarante-sept États membres de la région africaine de l'OMS.

*Blandine Lusimana*

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
**Grand reporter :** Nestor N'Gampoula  
**Service Société :** Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
**Service Économie :** Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

**Rédaction en chef délégué :** Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

**Chef d'agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

**Direction de l'Agence :** Ange Pongault  
**Chef d'agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

**Direction :** Bénédicte de Capèle  
**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

**Direction :** Ange Pongault  
**Adjoint à la direction :** Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint à la Direction :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :** Rachyd Badila  
Jules César Obebi, Siméon Ntsayouolo, Jean

Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzongi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

**Direction :** Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

## EST DE LA RDC

# Les modalités du prochain déploiement des forces de la Sadc à l'ordre du jour

Le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a pris part, le 11 juillet, par visioconférence, au sommet extraordinaire de la Troïka des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc), rapporte un bulletin de la communication présidentielle.

La réunion, à en croire la source, comportait deux sujets à l'ordre du jour. Il s'agissait, d'abord, des modalités de déploiement des troupes de la Sadc dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) dans la suite des échanges qui ont déjà eu lieu lors des précédentes réunions de la Troïka. Cette future intervention de la force de la Sadc est conforme au devoir d'assistance de cette organisation sous-régionale en faveur de ses membres qui subissent des problèmes sécuritaires. Ensuite, les participants à ces assises ont passé en revue la mission de la Sadc au Mozambique où son contingent aide le pays à lutter contre des terroristes islamistes à Cabo Delgado. Concernant la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, le président de la République a de nouveau tiré la sonnette d'alarme. « L'urgence est de mise, et le retour de l'ordre et de la sécurité se fait de plus en plus pressant au vu de la situation humanitaire qui prévaut dans le Nord-Kivu », a indiqué le chef de l'État. Ce contexte d'instabilité, selon le pré-



Les participants au sommet par visioconférence/DR

**« la mise en œuvre effective et urgente de la feuille de route conjointe des processus de Nairobi et de Luanda, ainsi que du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S), avec l'accompagnement des Nations unies »**

sident Tshisekedi, impose « des contraintes aux déplacés qui ne peuvent, pour le moment, regagner leurs domiciles et risquent de ne pouvoir exercer le droit qui leur est garanti par notre

Constitution, de participer aux élections générales à venir. » Le chef de l'État, qui est également président en exercice de la Sadc a, en outre, plaidé pour « la mise

en œuvre effective et urgente de la feuille de route conjointe des processus de Nairobi et de Luanda, ainsi que du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement commu-

nautaire et stabilisation (PDDRC-S), avec l'accompagnement des Nations unies ». Par ailleurs, au sujet de la situation sécuritaire qui prévaut dans la province de Cabo Delgado, en République de Mozambique, la Troïka a noté des avancées significatives des opérations menées, depuis deux ans, par la force régionale de la « Sadc Mission in Mozambique » (Samim), qui ont considérablement réduit les capacités offensives des groupes terroristes. La Troïka a émis le vœu d'une contribution de la Communauté internationale pour le financement des missions de paix de la Sadc. Cette réunion était présidée par le Dr Hage G. Geingob, président de la République de Namibie, en sa qualité de président de l'Organe de coopération en matière de politique, défense et sécurité de la Sadc. Ces assises ont connu la participation de la Troïka de la Sadc, des pays contributeurs de troupes de la brigade de la force (FIB) des Nations unies, des pays contributeurs de personnel de la Samim et de la République du Mozambique.

Alain Diasso

## GOMA

## Reprise du processus de cantonnement et de désarmement du M23

Facilitateur désigné par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) dans la résolution de la crise sécuritaire dans l'est de la RDC, l'ancien président de la République du Kenya, Uhuru Kenyatta, est arrivé le 12 juillet en fin de matinée à Goma, chef lieu de la province du Nord-Kivu, révèle la presse présidentielle.

Le facilitateur vient échanger avec les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la mise en œuvre des décisions prises à Nairobi, le 30 juin dernier, sur le précantonnement, le cantonnement et le désarmement des troupes du M23. À l'exception du vice-Premier ministre chargé de la Défense, Jean-pierre Bemba intervenant par visioconférence, le facilitateur Uhuru Kenyatta avait comme interlocuteurs, le ministre d'État à l'Intégration, Antipas Mbusa Nyamwisi, le gouverneur militaire du Nord-Kivu, Constant Ndimba, le haut représentant du chef de l'État, Serge Tshibangu, le conseiller militaire du chef de l'État accompagnés d'experts, pour le compte du gouvernement congolais. Parmi

les autres partenaires non étatiques, l'on a noté la présence de la cheffe de la Monusco Bintu Keita, des représentants des États-Unis, France, Belgique et Suisse en qualité d'observateurs, du commandement militaire de la force régionale de l'EAC (EACRF) et de l'Angola. Cette réunion de Goma fait suite à celle de Nairobi tenue le 30 juin dernier avec le même format à l'issue de laquelle il avait été décidé de l'arrêt des hostilités par le M23, du début des opérations de précantonnement, cantonnement et démobilisation des troupes du M23. Au sujet de ces opérations, le gouvernement de la République a déjà fait sa part de choses avec le choix et la viabilisation des sites de Rumangabo et ce-



Le facilitateur Uhuru Kenyatta avec les parties prenantes à Goma

lui de Kindu. Pour sa part, le Kenya et le Sud-Soudan y ont déjà déployé leurs troupes pour sécuriser ces corps habillés. La réunion de la facilitation devrait faire le point sur le niveau des engagements

des uns et des autres. La rencontre de Goma vient démontrer le caractère irréversible du processus de Nairobi, seule voie devant conduire à une issue pacifique de la guerre d'agression. Toutefois, les forces de défense

et de sécurité de la RDC se tiennent prêtes pour faire face à toute résistance et intrusion étrangère venue du Rwanda dont le soutien aux rebelles du M23 est une évidence.

A.D.

## CONSTRUCTION DU PORT EN EAU PROFONDE DE BANANA

## Les notables Ne Kongo n'adhèrent toujours pas au projet

Lancés depuis le 31 janvier 2022, les travaux de construction du port en eau profonde de Banana, près de Moanda, dans la province du Kongo-Central, battent de l'aile.

L'échéance du 2025 fixée quant à l'aboutissement du projet risque d'être retardée au regard des tâches gigantesques encore à réaliser. Il s'agit notamment de l'érection du mur de soutènement (enrochement), une sorte de superstructure de près de 2km, destinée à servir de fondation aux quais de 600 m de long et de 25 hectares d'espace de stockage. On est encore loin d'achever la phase 1 du projet à la suite des atterroissements constatés dans le chef des différents intervenants, particulièrement les notabilités locales qui, manifestement, n'adhèrent pas au projet. Alors que la commission chargée de l'expropriation et de l'indemnisation des personnes établies sur le site du port s'attelle à désintéresser les occupants concernés pour cause d'utilité publique, des vagues de résistance ne cessent de se déclarer un peu partout. Bien plus, le recours à une main d'oeuvre autre que celle de Moanda ravive également les rancœurs vis-à-vis de ce projet pourtant salutaire à plus d'un titre. Mis à part toute superstition, les pêcheurs, quant à eux, estiment que la construction de ce port va se traduire par une baisse de prise de poisson et un manque d'espaces libres pour leur matériel. Alors qu'ils seront les principaux bénéficiaires des retombées économiques que



Le port en eau profonde de Banana

**Une fois achevé, le port de Banana disposera d'un quai de 600 m avec un tirant d'eau de 18 m, ce qui lui permettra d'accueillir les plus grands porte-conteneurs en circulation dans le monde tout en augmentant le nombre d'escales directes de ces navires en provenance d'Asie et d'Europe. Vu du Congo Brazzaville, ceci constituerait un manque à gagner pour le géant français Bolloré plus que jamais déterminé, d'après certaines langues, à faire échec à ce projet titanesque. Plusieurs sources concordantes locales allèguent, sans trop de conviction, que la firme française aurait soudoyé des notables Kongo dont quelques politiciens pour saborder ce projet moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes.**

va générer ce projet, les notables de Moanda continuent de jouer aux durs. Une attitude qui n'est pas innocente car elle procéderait, d'après des indiscretions, de leurs accointances avec la firme française Bolloré.

Cette dernière qui a de bonnes raisons de redouter l'avènement d'un port de cet accabit en République démocratique du Congo (RDC) sait que cela va sérieusement empiéter sur celui de Pointe-Noire dans les

marchés internationaux ainsi que dans les chaînes d'approvisionnement mondial. Une fois achevé, le port de Banana disposera d'un quai de 600 m avec un tirant d'eau de 18 m, ce qui lui permettra

d'accueillir les plus grands porte-conteneurs en circulation dans le monde tout en augmentant le nombre d'escales directes de ces navires en provenance d'Asie et d'Europe. Vu du Congo Brazzaville, ceci constituerait un manque à gagner pour le géant français Bolloré plus que jamais déterminé, d'après certaines langues, à faire échec à ce projet titanesque. Plusieurs sources concordantes locales allèguent, sans trop de conviction, que la firme française aurait soudoyé des notables Kongo dont quelques politiciens pour saborder ce projet moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes.

Grâce à Bolloré, Faut-il le dire, le terminal à conteneurs de Pointe-Noire s'est imposé comme le principal hub de l'Afrique centrale et porte d'entrée des deux Congo. Le port de Pointe-Noire se positionne aujourd'hui comme l'une des plateformes de transbordement les plus importantes en Afrique centrale. Or, la construction du port en eau profonde de Banana permettra à la RDC de disposer de son propre port et à exercer une certaine souveraineté sur ses échanges commerciaux, tout en mettant sérieusement en péril les intérêts du groupe Bolloré en Afrique centrale.

Alain Diasso

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Martin Fayulu réitère sa décision de boycotter les élections

Le leader de Lamuka considère que le refus de la Céni d'organiser un audit externe confirme une preuve de l'existence des fictifs dans le fichier électoral.

Au lendemain de la réponse de la plénière de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), l'opposant Martin Fayulu est monté au créneau, le 12 juillet, pour réitérer son refus de prendre part au processus électoral en cours. Il refuse d'approuver la «forfaiture électorale» qui se prépare et en appelle à la mobilisation de la population congolaise pour faire échec à ce projet. «Nous devons refuser que la Céni poursuive allègrement l'oeuvre de se servir du peuple comme strapontin pour la matérialisation de la fraude et de nous vendre une illusion de démocratie», a déclaré Fayulu au cours d'une conférence de presse organisée à Kinshasa. Et d'ajouter : «Nous refusons de blanchir la fraude et donc d'accompagner M. Felix Tshisekedi et son Union sacrée dans une nouvelle forfaiture électorale».

Le leader de Lamuka consta-



Martin Fayulu/DR

tant la détermination de la Céni de ne pas organiser un audit externe confirme l'existence des fictifs dans le fichier électoral. «Malheureusement, il est aujourd'hui clair que la Céni ne veut pas se soumettre à l'audit externe de son fichier parce qu'elle sait pertinemment qu'il contient des fictifs», a-t-il

dit. De ce fait, a déclaré Fayulu, «nous réaffirmons notre position: en l'absence d'un fichier fiable, audité par un organisme indépendant réputé, en présence des délégués des parties prenantes, nous ne déposerons pas nos dossiers de candidatures».

Jules Tambwe Itagali

## PROCÈS MWANGACHUCHU

## La nationalité du principal prévenu au centre des audiences

Le ministère public entend établir la détention des pièces d'identité rwandaises par Mwangachuchu en s'appuyant sur l'un des deux tests Covid en possession.

Congolais ou Rwandais, détention d'une pièce d'identité rwandaise... C'est en ces termes que peuvent se résumer les dernières audiences du procès Mwangachuchu devant la Haute Cour militaire siégeant en matière de flagrance à la prison de Ndolo. Les parties république et prévenue ne cessent de présenter preuves contre preuves, pièces contre pièces, des arguments renforçant sa position ou détruisant celle de la partie adverse. Le point de départ de ce débat n'est autre que la vérification de l'authenticité de deux tests Covid du député Edouard Mwangachuchu.

Celui de Gisenyi effectué le

27 mai 2021 renseigne que le principal prévenu du procès est de nationalité congolaise, tandis que celui de Kigali effectué un jour plus tard soit le 28 mai 2021 indique qu'il est un citoyen rwandais. Sur cet aspect, les points de vue demeurent totalement opposés. Selon le ministère public, le premier test effectué à Gisenyi avait été rejeté par les autorités de Kigali parce que l'intéressé n'avait pas présenté sa vraie nationalité. Faux, rétorque la partie du prévenu Mwangachuchu qui atteste que les six passeports de leur client sont tous congolais. Le deuxième test, ajoute cette dernière, n'engage que le ministère public.

J.T.I.

## COOPÉRATION SUD-SUD

# Le Maroc et l'Angola renforcent leurs liens dans plusieurs domaines

Les gouvernements marocain et angolais ont souligné l'intérêt d'établir « une coopération ambitieuse et fructueuse » dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, des mines et énergies, de l'éducation et la formation professionnelle, des infrastructures, de la logistique, de la santé et de l'industrie pharmaceutique, a annoncé l'Agence marocaine de presse.

Les deux parties ont réaffirmé leur engagement à l'issue des travaux de la 3e session de la commission mixte de coopération maroco-angolaise, coprésidée par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, et le ministre des Relations extérieures de la République d'Angola, Tété Antonio.

Pour la mise en œuvre de ces engagements, les ministres sectoriels des deux pays sont invités à identifier conjointement les actions et les projets à entreprendre dans des secteurs clés d'intérêt commun. Les deux ministres ont, par ailleurs, encouragé les communautés économiques à mener des missions de prospection afin d'explorer les opportunités offertes par les deux pays, indique le communiqué conjoint.

« Ils ont, en outre, exprimé leur satisfaction quant au progrès accompli dans les différents domaines de coopération depuis la dernière session de la Commission mixte de coopé-



Le tête-à-tête entre Nasser Bourita et Tété Antonio/DR

**« Ils ont, en outre, exprimé leur satisfaction quant au progrès accompli dans les différents domaines de coopération depuis la dernière session de la Commission mixte de coopération tenue en 2013, et dans la mise en œuvre de la Feuille de route de coopération présentée par le Royaume du Maroc à la République d'Angola pour la période 2021-2024 »**

ration tenue en 2013, et dans la mise en œuvre de la Feuille de route de coopération présentée par le Royaume du Maroc à la République d'Angola pour la période 2021-2024 », souligné le communiqué.

Le Maroc et l'Angola ont loué le développement positif de leurs relations ces dernières années, renforcé par les rencontres historiques entre les deux chefs d'Etat, le roi Mohammed VI et João Manuel Gonçalves Lourenço, respectivement à Abidjan en novembre 2017 en marge du 5e sommet Union africaine-Union européenne et à Brazzaville, en mai 2018, lors du 1er sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la Commission Climat. Ils ont, enfin, exprimé la volonté d'appuyer mutuellement leurs candidatures.

Notons que la 4e session de la Commission mixte de coopération entre le Maroc et l'Angola se tiendra au pays de João Manuel Gonçalves Lourenço à une date qui sera arrêtée d'un commun accord par voie diplomatique.

Parfait Wilfried Douniama

## GUINÉE

## 45 millions de dollars de la BM pour renforcer le système statistique national

La Banque mondiale (BM) vient d'accorder 45 millions de dollars à la Guinée pour soutenir les activités du Conseil national de la statistique (CNS) visant la coordination du système statistique national.

L'annonce a été faite lundi à Conakry par la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou, à l'occasion du lancement des travaux d'une session ordinaire du CNS dont l'objectif est de faire respecter les principes fondamentaux dans le domaine des statistiques.

Mme Pricemou a souligné l'importance des données statistiques pour la planification des programmes et pour le pilotage de l'Etat dans son élan de développement socio-éco-

nomique.

Elle a insisté sur l'importance pour la Guinée d'avoir des données statistiques fiables pouvant permettre d'orienter les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté dans le pays.

« Ce nouveau programme lié à la stratégie de développement national de la statistique est accompagné par les partenaires étrangers », a assuré la ministre avant d'annoncer le décaissement de la Banque mondiale d'une enveloppe

de 45 millions de dollars pour soutenir les efforts du gouvernement guinéen.

Mme Pricemou a mis l'accent sur la nécessité de créer un fonds national de la statistique afin de doter les institutions de production des statistiques des moyens suffisants pour leur fonctionnement.

« Cette dynamique va désormais aider la Guinée à disposer de visions claires et précises de la planification de son développement », a-t-elle conclu.

## CENTRAFRIQUE

## 16 morts dans un affrontement entre rebelles et les forces de la Minusca à l'est du pays

Un affrontement survenu lundi opposant les rebelles aux forces onusiennes a fait au moins 16 morts dans l'est de la République centrafricaine, a-t-on appris auprès des sources locales concordantes.

Une position des rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été attaquée très tôt ce lundi par les militaires rwandais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) à environ 7km de Sam-Ouandja, une sous-préfecture dans la préfecture

de la Haute-Kotto (est), a confirmé le sous-préfet de Sam-Ouandja Malick Adoum. Le bilan provisoire de cet affrontement fait état de 16 morts dont 15 dans les rangs des rebelles et un membre des forces onusiennes, a indiqué une source militaire locale sous le couvert de l'anonymat, jointe au téléphone par Xinhua. Le 4 juillet, les rebelles de la CPC ont lancé une attaque à Sam-Ouandja, laquelle a coûté la vie à trois gendarmes et deux civils, rappellent des observateurs locaux.

## SOUDAN

## L'IGAD appelle les belligérants à signer un accord de cessez-le-feu

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc de pays d'Afrique de l'Est, a appelé lundi les belligérants du Soudan à signer un accord de cessez-le-feu.

Dans un communiqué publié à l'issue d'un sommet d'une journée des chefs d'Etat de l'IGAD à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, cette organisation a déclaré qu'elle appelait vivement les parties au conflit à convenir d'un cessez-le-feu inconditionnel pour une durée indéterminée.

Le communiqué appelle les belligérants à cesser immédiatement les violences et réclame un mécanisme d'application et de suivi efficace.

L'IGAD a également réitéré son appel aux dirigeants soudanais à se rencontrer face à face, faisant valoir que le conflit qui ravage actuellement ce pays n'a pas de solution militaire.

« L'IGAD exprime sa vive préoccupation concernant l'impact de la guerre qui se déroule actuellement au Soudan, qui a fait jusqu'à ce jour des milliers de morts et près de 3 millions de déplacés dont 615.000 réfugiés », indique ce communiqué.

L'IGAD a également exprimé sa préoccupation concernant l'escalade du conflit en dehors de Khartoum, la capitale du pays.

Des affrontements brutaux ont éclaté le 15 avril à Khartoum avant de marquer une escalade rapide dans différentes régions du pays. Ces combats toujours en cours opposent les Forces armées soudanaises (SAF) au groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF). Les deux parties s'accusent mutuellement d'être à l'origine du conflit.

Xinhua

## EST DU TCHAD

## L'OIM met en garde contre la détérioration de la situation humanitaire

D'après un communiqué de l'Organisation internationale pour les migrations, les conséquences de la crise au Soudan ont également touché les pays voisins au niveau humanitaire, en particulier le Tchad qui fait déjà face à des flux importants de déplacés.

La directrice générale adjointe de l'OIM chargée des opérations, Ugochi Daniels, a averti contre une catastrophe humanitaire dans l'Est du Tchad, au moment où la situation au Soudan, et en particulier au Darfour, ne cesse de se détériorer. La responsable a indiqué que cette situation a impacté les civils. Selon elle, les conséquences de la crise au Soudan peuvent, également, toucher les pays voisins au niveau humanitaire, en particulier le Tchad qui fait déjà face à des flux importants de déplacés « J'ai recueilli la parole d'anciens enseignants, infirmiers et commerçants dont la vie a été bouleversée par les combats. Ils ont dû retourner au Tchad et ont maintenant besoin d'aide pour reconstruire leur vie. J'appelle

les dirigeants des Forces armées soudanaises et des Forces de soutien rapide à cesser les hostilités, à rétablir le calme et à entamer un dialogue pour résoudre la crise », a-t-elle assuré.

L'OIM estime que 20 %, soit 45 000 des 225 000 personnes déplacées au Tchad sont des Tchadiens et des migrants provenant du Soudan du Sud, d'Éthiopie, du Nigéria, de l'Ouganda, du Niger, de Norvège et d'Ouganda. « Si quelques-uns d'entre eux ont

pu s'intégrer dans les communautés locales, la majorité vit dans des conditions extrêmement précaires dans 25 zones, dont un lycée dans la ville frontalière d'Adré », a-t-elle souligné. À la frontière d'Adré, 2 000 personnes continuent de traverser chaque jour depuis El Geneina et ses environs. « Adré est submergée par les migrants et l'assistance humanitaire est insuffisante, malgré le travail inlassable des ONG, des agences onusiennes. Le Tchad a besoin

plus que jamais de soutien et le conflit au Darfour doit cesser », a écrit la représentante du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Laura Lo Castro. Les premiers intervenants à cette crise humanitaire ont été des membres de la communauté locale qui ont fourni aux migrants un abri, des couvertures et de la nourriture.

Depuis le début de la crise au Soudan, l'OIM est sur le terrain pour soutenir les efforts du gouvernement tchadien afin de

répondre à la situation. L'ONG aide ces personnes vulnérables à travers la fourniture des abris, des camions-citernes et une aide financière inconditionnelle. L'OIM a également mis en place un mécanisme d'évacuation humanitaire pour permettre aux migrants bloqués de rentrer chez eux. Outre les guerres, la saison des pluies imminente menace déjà des communautés entières, où les rivières se remplissent d'eau, ce qui entrave l'acheminement des aides humanitaires. Le Soudan est en proie à des affrontements entre l'armée et la FSR depuis le mois d'avril dernier. Le conflit a fait près de 3 000 morts et des milliers de blessés parmi la population civile, selon les médecins locaux.

Noël Ndong

**« Adré est submergée par les migrants et l'assistance humanitaire est insuffisante, malgré le travail inlassable des ONG, des agences onusiennes. Le Tchad a besoin plus que jamais de soutien et le conflit au Darfour doit cesser »**

## ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE DE L'EAU

## Mettre en place une nouvelle politique pour contrer la recrudescence des maladies hydriques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) ont publié, le week-end, un rapport conjoint pour attirer l'attention des gouvernements, des services d'hygiène et des sociétés en charge de la distribution d'eau dans les pays sur l'impact négatif du manque de cette denrée sur la santé de la population, surtout chez les femmes, les filles et les enfants.

Intitulé « Progrès en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène des ménages (WASH) 2000-2023 », le document des institutions onusiennes souligne que les femmes, les filles et les enfants sont les principales victimes de la crise de l'eau potable et de l'assainissement dans les foyers et les ménages. « À l'échelle mondiale, les femmes sont plus susceptibles d'être chargées d'aller chercher de l'eau pour les ménages, tandis que les filles sont près de deux fois plus susceptibles que les garçons d'assumer cette responsabilité et de passer plus de temps à le faire chaque jour », ajoutent l'OMS et l'Unicef. Les deux agences précisent que ce rapport met un accent particulier sur le genre et fournit la première analyse approfondie des inégalités entre les sexes en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène. Elles indiquent également que les femmes et les filles ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles utilisent des toilettes à l'extérieur de leurs maisons et ressentent de manière disproportionnée l'impact du manque d'hygiène. Selon la directrice de Wash à l'Unicef, Cecilia Sharp, l'eau, les toilettes et le

lavage des mains insalubres à la maison privent les filles de leur potentiel et compromettent leur bien-être. C'est pourquoi, répondre aux besoins des filles dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène est essentiel pour atteindre l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation.

**Environ un milliard de personnes sans approvisionnement en eau potable**

Selon cette expertise, dans le monde, environ un milliard de personnes vit dans des ménages sans approvisionnement en eau sur place. Les femmes et les filles âgées de 15 ans et plus sont principalement responsables de la collecte de l'eau dans ces ménages. Cependant, un demi-milliard de personnes partage encore des installations sanitaires avec d'autres ménages. Par exemple, les enquêtes récentes menées dans vingt-deux pays montrent que parmi les ménages disposant de toilettes partagées, les femmes et les filles sont plus susceptibles que les

hommes et les garçons de ne pas se sentir en sécurité contre les maladies liées à une eau contaminée.

« Les services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène inadéquats augmentent les risques pour la santé des femmes, des filles ainsi que des enfants et limitent leur capacité à gérer leurs règles en toute sécurité et en privé. Car, parmi les cinquante-et-un pays pour lesquels les données sont disponibles, les femmes et les adolescentes des ménages les plus pauvres et les personnes handicapées sont les plus ciblées de ne pas avoir d'endroit privé pour se laver et se changer », précise le rapport. Le document conclut que pour atteindre l'Objectif de développement durable d'un accès universel à une eau potable, à un assainissement et à des services d'hygiène de base gérés en toute sécurité d'ici à 2030, il faudra multiplier par six les taux de progrès actuels pour une eau potable gérée en toute sécurité, une multiplication par cinq pour un assainissement géré en toute sécurité et une multiplication par trois pour les services d'hygiène de base.

Rock Ngassakys

## PRÉSIDENTIELLE AU GABON

## La date limite de dépôt des dossiers de candidatures fixée au 14 juillet

Le Centre gabonais des élections (CGE) a annoncé lundi soir que la date limite de dépôt des candidatures aux élections générales du 26 août prochain, initialement fixée à ce mardi 18h, était repoussée au 14 juillet à 18h.

Il a précisé dans un communiqué avoir pris cette décision au cours d'une séance plénière pour tenir compte des demandes d'acteurs politiques qui estimaient que le délai était trop court.

Pour rappel, les Gabonais sont appelés aux urnes le 26 août prochain pour trois scrutins combinés : présidentielle, législatives et locales.

La liste des pièces à fournir pour chaque scrutin est assez importante. Parmi celles-ci, il faut une quittance du Trésor public d'un montant de 10 millions de francs CFA (16.800 dollars) pour les candidats à l'élection présidentielle, 350.000 FCFA (590 dollars) pour les candidats à la députation et 250.000 FCFA (420 dollars) pour les candidats aux élections locales.

Xinhua

## OFFRE D'EMPLOI

**Poste : Directeur de ressources humaines**

**Exigences :**

1-Diplôme : Licence +

2-Age : 30 ans - 40 ans

3-Sexe : non exigé

4-Langues requises : maitriser bien le français, pouvoir communiquer par l'anglais

5- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les ressources humaines en particulier dans le domaine de recrutement, de gestion du personnel et de

résolution des conflits du travail

6-Connaitre bien la législation et la réglementation locales du travail, maitriser des règles et des procédures spécifiques de la sécurité sociale, des soins médicaux, des impôts de salaires que le gouvernement impose, ainsi qu'avoir de l'expérience professionnelle y relative

7-Expérience de la résolution des conflits du travail dans le local

8-Etre Honnête et franc et avoir une expérience professionnelle fiable et traçable

Pour en savoir plus ; coordonnées : 242 05 550 30 42

## LIBYE

# La hache de guerre sera-t-elle enterrée après l'accord sur les revenus pétroliers ?

Alors qu'un désaccord sur le pétrole risquait de provoquer une nouvelle crise, les deux camps rivaux sont finalement parvenus à mettre en place un mécanisme de répartition des recettes pétrolières, objet de querelles permanentes entre eux dans ce pays divisé, sur fond de menaces des autorités de l'Est de bloquer les exportations d'hydrocarbures. Reste à savoir si avec cette entente, la hache de guerre sera définitivement écartée et qu'il n'y aura plus une autre question susceptible de provoquer une nouvelle crise faute d'un accord politique entre les protagonistes.

Réclamée à grand bruit depuis quelque temps par les dirigeants de la Cyrénaïque, la « haute commission de surveillance financière pour résoudre les questions fondamentales de transparence dans les dépenses des fonds publics et la répartition équitable des ressources » vient d'être mise en place. Cette instance de surveillance financière sera chargée « de déterminer les volets des dépenses », selon un décret du Conseil présidentiel (CP), plus haute autorité de l'exécutif.

Rien qu'à voir la composition de la haute commission qui sera présidée par le président du CP, Mohamed el-Manfi, on comprend que l'heure est à un véritable équilibre entre les gouvernements opposés. En effet, elle est composée de dix-huit membres représentant le gouvernement Abdelhamid Dbeibah, la National Oil Corporation (compagnie pétrolière nationale), les deux chambres, la Cour des Comptes, l'Autorité de contrôle administratif, mais également l'armée du maréchal Khalifa Haftar.

Si à l'Est l'on peut déjà crier victoire pour avoir contraint la partie adverse à se soumettre à l'exigence de la répartition équitable des revenus pétroliers, la population, quant à elle, s'interroge sur l'avenir du pays. La question qui revient sur toutes les lèvres est de savoir si la répartition de ces revenus va finalement ouvrir la voie à l'organisation sans obs-



## « Transparence dans la gestion des fonds publics et une répartition équitable des ressources nationales »

tacles des prochaines élections. Du côté de la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul), l'on se borne pour l'instant à féliciter la création de la commission de surveillance financière. Elle y voit « un consensus politique » entre institutions et acteurs politiques rivaux, et espère qu'une telle « approche inclusive » pourrait renforcer la « transparence dans la gestion des fonds publics et une répartition équitable des

ressources nationales ». Mais qui sait si les partisans d'Abdelhamid Dbeibah et de Khalifa Haftar sont réellement volontaristes pour que se tiennent cette année des élections démocratiques dans leur pays.

### La marche des troupes de l'Est sur Tripoli évitée de justesse

Avant la mise en place du mécanisme de répartition des recettes pétrolières, la tension

était montée d'un cran entre dirigeants de l'Est et de l'Ouest. Le gouvernement parallèle installé dans la partie orientale menaçait non seulement de bloquer les exportations d'hydrocarbures, principale ressource du pays, mais aussi de marcher sur Tripoli pour chasser le pouvoir en place. Pourtant, les parties adverses étaient récemment parvenues à une entente sur des dispositions juridiques devant encadrer les prochaines

élections malgré le fait que ce cadre comportait des articles controversés.

Les dirigeants de la Cyrénaïque en étaient venus à cette décision parce qu'ils accusaient l'exécutif rival basé à Tripoli et reconnu par l'ONU de gaspiller les recettes pétrolières. Une situation devenue très préoccupante puisque les plus importants terminaux pétroliers se trouvent dans l'est, sous le contrôle de l'exécutif parallèle soutenu par Khalifa Haftar, l'homme fort de cette vaste région.

Quant aux recettes de l'or noir, elles sont en revanche gérées par la Compagnie nationale de pétrole et la Banque centrale, basées à Tripoli (ouest), où se trouve le gouvernement dirigé par Abdelhamid Dbeibah. La Libye étant le deuxième plus grand producteur de pétrole en Afrique après le Nigéria, notamment avec 1,21 million de barils par jour.

Malgré le fait que le pays soit doté des réserves de pétrole les plus abondantes d'Afrique, il est plongé dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et secoué par des divisions entre l'est et l'ouest du pays. Deux gouvernements s'y disputent le pouvoir depuis plus d'un an : l'un installé à Tripoli (ouest), dirigé par Abdelhamid Dbeibah, l'autre dans l'Est, soutenu par le très puissant maréchal Khalifa Haftar.

Nestor N'Gampoula

## ELECTIONS

## La mission de l'ONU dément toute intention d'annoncer une feuille de route

La mission onusienne a qualifié ce qui a été relayé par les médias locaux et africains de « fausses informations », visant à tromper les Libyens ».

La mission de l'ONU en Libye a démenti l'intention de son chef, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Abdoulaye Bathily, d'annoncer une feuille de route pour les élections tant attendues pour mettre fin aux conflits dans ce pays riche en pétrole. Elle a qualifié ce qui a été relayé par les médias locaux et régionaux à cet égard de « fausses informations », notant que cela « fait partie des campagnes de désinformation en cours pour tromper les Libyens

et détourner leur attention de leurs droits ». Abdoulaye Bathily avait mis en avant son engagement à intensifier ses bons offices et à rassembler toutes les parties et institutions concernées, pour parvenir à un accord global et transparent sur les questions litigieuses dans les projets des lois électorales préparées par le comité 6 + 6, en vue d'assurer leur applicabilité pour la réussite du scrutin.

Des sources médiatiques arabes auraient rapporté, la semaine

dernière, que Abdoulaye Bathily avait l'intention d'annoncer une feuille de route menant aux élections et stipulant le gel des travaux de la Chambre des représentants et du Haut Conseil d'État et la promulgation des lois électorales par le Conseil présidentiel. Récemment, le comité « 6 + 6 » formé par la Chambre des représentants et du Haut Conseil d'État a adopté des lois électorales, dont certains points ont suscité la controverse dans le pays, tout en appelant à leur amendement, tandis que le comité insiste sur le fait que « ses lois

sont définitives et exécutoires ».

La mission onusienne parraine un dialogue politique dans le but de tenir des élections législatives et présidentielle avant fin 2023 pour résoudre la crise qui sévit dans le pays depuis début 2022, entre un gouvernement mandaté par le Parlement (est) et un autre reconnu par les Nations unies, qui est le gouvernement d'union nationale dirigé par Abdul Hamid Dbeibeh, qui refuse de céder le pouvoir autrement qu'à un gouvernement désigné par un nouveau parlement élu.

Noël Ndong



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L11 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00**



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L12 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00**



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00**



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L18 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00**



ASSOCIATION BANTU CULTURE EN PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE  
GALERIE DU BASSIN DU CONGO



Organise

# TOKUTANA

## EXPO

Exposition Collective  
des artistes peintres de Brazzaville

**THEME:**

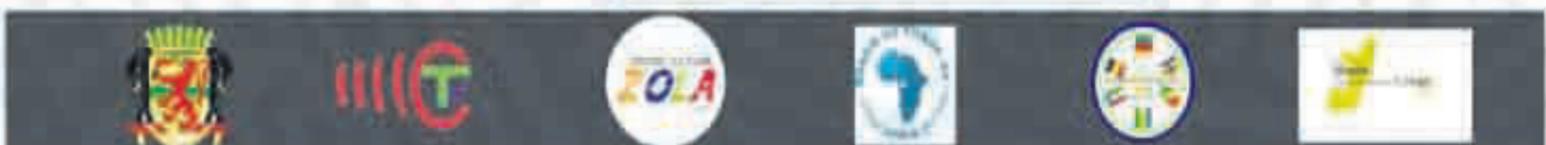
*De l'identité à la  
renaissance de nos cultures*

 Du 14 juillet au 13 Aout 2023

**VERNISSAGE LE VENDREDI 14 JUILLET**

 **MUSÉE Galerie du Bassin du Congo (Les Dépêches de Brazzaville)**

 **16H** Entrée : Gratuite



 +242 064 233 244 / +242 050 004 345 / +242 066 667 065

## VIE DES PARTIS

## Le congrès extraordinaire de l'UDH-Yuki suspendu

Débuté le 10 juillet à Brazzaville sur le thème « Dans l'unité et la cohésion, l'UDH-Yuki en marche », le congrès extraordinaire de l'Union des démocrates humanistes Yuki (UDH-Yuki) a été suspendu faute de consensus autour des candidats à présenter à la présidence du parti.

Au cours de ce congrès, le premier point concernant l'examen et l'adoption des textes fondamentaux a été épuisé. C'est le point numéro 2 relatif à l'élection qui a fait l'objet de polémiques, a indiqué l'un des candidats.

Pour le directoire du Congrès présidé par le premier vice-président Pascal Ngouanou, il fallait maintenir les six candidats en lice retenus par la direction politique. Cela n'a pas été accepté par une frange des militants qui voulait la participation des neuf candidats déclarés au départ.

Un bras de fer s'est enclenché entre les deux parties

jusqu'à paralyser les travaux du Congrès. La crise s'est accentuée lorsque le deuxième vice-président de l'UDH-Yuki, Gilles Fernand Bassindikila, est intervenu pour demander de recueillir toutes les candidatures.

Christian Cyr Rodrigue Mayanda, l'un des candidats, est revenu sur les critères qui régissent le parti. « Nous avons au sein de notre formation politique des critères pour être candidat à l'élection du président comme dans toute organisation. Cependant, on nous a voulu faire de tel sorte qu'au lieu de les appliquer qu'on



Le désarroi des militants de l'UDH-Yuki/Adiacrence de presse pour que l'opinion nationale et internationale soit informée des conditions et des raisons de ce que nous avons vécu aujourd'hui ».

Jean Jacques Koumba

**« ...Nous tiendrons une conférence de presse pour que l'opinion nationale et internationale soit informée des conditions et des raisons de ce que nous avons vécu aujourd'hui »**

promis qui consiste à faire passer tous les candidats alors que nous avons parmi ces candidats, ceux qui n'ont jamais milité au parti, l'exemple de Serge Maixent Kolélas, qui a postulé pour

être président du parti », a-t-il laissé entendre.

Et de poursuivre : « Nous avons suspendu les travaux et une réunion de crise du bureau politique aura lieu et nous tiendrons une confé-

## MÉTIER DE CONSULTANT

## La deuxième vague d'apprenants achève sa formation

Les apprenants de la deuxième session de formation au métier de consultant au Congo-Brazzaville, organisée par le cabinet DB Conseils, ont reçu récemment leurs attestations.

Placée sur le thème « Devenir et exercer le métier de consultant au Congo-Brazzaville », cette formation visait, entre autres, à doter les participants d'un socle de connaissances pratiques permettant d'aider au mieux les clients à répondre à leurs besoins, que ce soit dans l'articulation de leurs problématiques, dans l'aide à la décision, ou bien dans les méthodes d'analyse et de développement. A l'issue des dix jours de formation, les participants ont bénéficié des expériences et expertises leur permettant de transformer leur expertise en business. Ils ont aussi eu la possibilité de mettre en pratique les connaissances acquises, les moyens de profiter de la liberté et de l'indépendance de travailler pour soi. Les apprenants ont également acquis la capacité de générer une excellente rémunération, la satisfaction de mettre en œuvre les meilleures ressources disponibles pour accomplir leur travail. Ils ont, en effet, intériorisé des principes tels que : « casser la logique des Silos » ; « comprendre comment passer de la logique de Silo à une réussite en réseau » ; « le passage de la logique de la confiance à la connivence d'intérêts ».

Selon le directeur associé du cabinet DB Conseils, Patrice Passy, le rôle d'un consultant



Photo de famille des participants/DR

est d'analyser et d'identifier les besoins pour un projet en termes de métiers et de compétences souhaitées. Il définit, a-t-il rappelé, les tâches de chacun et rédige le cahier des charges. « Les métiers du conseil englobent une large palette de prestations et de secteurs d'activités », a-t-il fait savoir.

A la différence de la première vague, les apprenants de la deuxième session n'ont bénéficié que de cinq modules. Il

s'agit de : concevoir et valoriser l'offre de Consultant ; la méthodologie de consulting et outils d'animation ; des besoins exprimés à la pleine réalisation de la mission : outils et méthodes ; Étude de cas : mission de conseil en entreprise ; restitution de la mission et présentation du projet individuel de consultance.

**Des apprenants s'expriment**

Journaliste, Michaël Mboun-

gou Kiongo est l'un des bénéficiaires de cette formation qu'il juge importante. « J'ai obtenu de cette formation une boîte à outils modernes qui me donnera, en tant que futur consultant en communication d'influence, les moyens d'apporter de la valeur ajoutée aux entreprises pour lesquelles je vais désormais prêter. En consolidant mon expertise avec les apports techniques et intellectuels de la formation, je pense que je

peux désormais intégrer le Réseau de consultant en mission, dans une démarche de conseils stratégiques et/ou être à mon propre compte dans une approche de conseils de service », a-t-il reconnu.

Responsable des ressources humaines dans une structure bancaire de la place, Prudence Sita Matondo a estimé que cette formation était riche en apprentissage et en transformation. « Au sortir de cette formation, j'ai emmagasiné beaucoup d'outils et de méthodes qui me permettront de pouvoir, à long terme, apporter un souffle nouveau dans la fonction de capital humain au Congo et en Afrique. Je suis désormais apte à apporter une touche nouvelle au sein de Cofina Congo afin d'aider vraiment l'institution », a-t-elle déclaré.

Initiateur et principal formateur, Patrice Passy a souligné aux participants la nécessité d'intégrer le Réseau de consultants en mission (RCM). Le RCM inclut, à en croire le directeur associé du cabinet DB Conseil, un Réseau d'affaires international ; un Réseau économique (vecteur d'affaires) et un Réseau partenaire afin d'avoir accès à des marchés publics, aux grands groupes, aux PME-PMI, TPME.

Parfait Wilfried Douniama

## HYDROCARBURES

# Une concertation pour stabiliser les prix des produits pétroliers

Les travaux de la réunion de fixation des prix du brut se sont ouverts, le 12 juillet, à Brazzaville, au titre du deuxième trimestre 2023. Les autorités et les compagnies pétrolières comptent stabiliser les prix, valoriser la production nationale, y compris poursuivre la réforme du secteur pétrolier et gazier.

La réunion de fixation des prix nationaux des produits pétroliers entend s'appuyer sur les informations du marché mondial de l'or noir ; l'environnement énergétique reste caractérisé par la volatilité des prix. L'engagement de stabiliser les prix du brut jusqu'à la fin de l'année 2024 a été pris par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont le Congo est membre.

Cette décision de l'Opep à travers sa déclaration de coopération, d'après le professeur Macaire Batchi, directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, est le reflet de l'engagement commun des membres de l'organisation à maintenir la stabilité du marché et à atténuer la volatilité des prix. « Notre objectif principal est de sécuriser nos routes d'exportation de pétrole brut et de mettre en valeur nos précieuses ressources minérales grâce à des investissements soutenus et stratégiques dans les secteurs pétrolier et gazier », a-t-il indiqué.

En adoptant cette politique, le gouvernement espère ainsi préserver les revenus pétroliers essentiels à



Les membres du comité de fixation des prix des hydrocarbures/Adiac

**« Notre objectif principal est de sécuriser nos routes d'exportation de pétrole brut et de mettre en valeur nos précieuses ressources minérales grâce à des investissements soutenus et stratégiques dans les secteurs pétrolier et gazier ». « Nous sommes déterminés à promouvoir la création d'emplois et à consolider notre savoir-faire local. Nous investissons dans la formation et le développement des compétences, en veillant à ce que notre population puisse bénéficier des opportunités offertes par notre secteur pétrolier et gazier en évolution »**

l'équilibre financier du pays et à la relance économique. L'État congolais mise également sur ces revenus pour financer ses projets « stratégiques », notamment celui de la production du gaz naturel liquéfié, dont la première pierre a été posée

en avril dernier, à Pointe-Noire, par le président de la République.

Les autorités vont devoir investir dans la recherche et le développement de solutions durables pour l'industrie pétrolière et gazière, en encourageant

l'innovation dans les domaines de l'efficacité énergétique, la capture et le stockage du carbone. « Nous sommes déterminés à promouvoir la création d'emplois et à consolider notre savoir-faire local. Nous investissons dans

la formation et le développement des compétences, en veillant à ce que notre population puisse bénéficier des opportunités offertes par notre secteur pétrolier et gazier en évolution », a laissé entendre le professeur Macaire Batchi.

Un autre volet de cette réforme du secteur pétrolier et gazier c'est l'émergence d'entreprises locales et les partenariats public-privé. Organisatrice de cette réunion de fixation des prix du brut, la compagnie pétrolière Chevron veut jouer sa partition dans le développement d'un écosystème industriel congolais compétitif.

**Fiacre Kombo**

## BACCALAURÉAT TECHNIQUE

## 6 788 postulants déclarés admis

Les résultats du baccalauréat technique et professionnel, session de juin, ont été publiés le 12 juillet à Brazzaville. Sur un total de 17382 candidats présentés sur l'ensemble du territoire national, 6788 ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 39,05%.



Les élèves lors de la publication des résultats/DR

Cette année les résultats sont en baisse. Comparativement à l'année dernière, ils s'élevaient à 7296 soit 40,54 %. La moyenne d'admission est de 10 sur 20

En effet, le département de la Bouenza vient en tête avec 82,02% tandis que celui du Pool occupe

la dernière place avec 10%, a indiqué le président général des jurys, le Pr Armel Zamba Ibala. En rappel, 17 674 candidats ont été inscrits à cet examen d'Etat. Dans les salles d'examen, les statistiques ont révélé 292 absents.

**Lydie Lydie Oko**

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.









Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)

MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE  
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE  
UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

## AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ÉTUDE D'IMPACT DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) N° 015 CAB/PDAC/2023

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Il est entré en vigueur le 30 avril 2018 et sera clôturé le 31 décembre 2023.

Pour faire une évaluation quantitative et qualitative des impacts engendrés par les actions du projet (2018 à 2023) et recueillir le niveau de satisfaction des bénéficiaires, le projet lance le présent avis pour le recrutement d'un cabinet répondant aux critères ci-après :

- être un cabinet de gestion des projets et programmes de développement
- avoir une expérience d'au moins 10 ans dans la préparation et l'exécution des enquêtes socio-économiques
- avoir réalisé au moins 2 missions similaires notamment dans l'évaluation des impacts de projets et programmes et les enquêtes de satisfaction des bénéficiaires.

L'équipe comprendra :

- un chef de mission : un expert spécialisé dans les questions d'impact de projet de développement, ayant un diplôme supérieur (doctorat ou master) en statistiques, démographie, économie, sociologie ou équivalent ; une expérience de 10 ans au moins dans la réalisation des enquêtes et études socio-économiques ; une bonne connaissance des méthodes d'échantillonnage ;
- un Spécialiste en Développement Rural (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions d'analyse des données de production et de commercialisation des produits agricoles ;
- un expert en infrastructures rurales (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions d'analyse économiques des impacts générées par la construction des infrastructures.
- Un sociologue (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions de conduite des enquêtes qualitatives ;
- un expert en informatique (Bac+3 au moins), avec une expérience d'au moins 2 missions de gestion des données d'enquêtes (création de masque de saisie, apurement des données, traitement et sortie des tableaux d'analyse...)

Sur cette base, le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur les qualifications des consultants (QC) conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés au siège du PDAC ou obtenus par courriel. Les dossiers de candidature seront déposés, au plus tard le mercredi 26 juillet 2023, à l'adresse suivante : Unité Nationale de Coordination du PDAC, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8h00 à 16h00.

Fait à Brazzaville, le 03 JUIL 2023  
Coordonnateur National,  
S. Sidore ONDOKI



## VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée  
du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

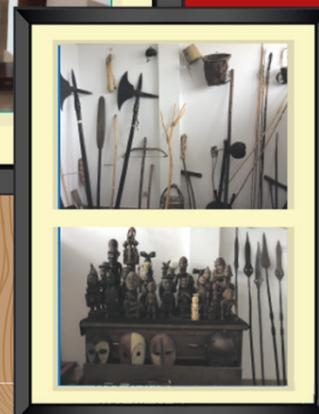
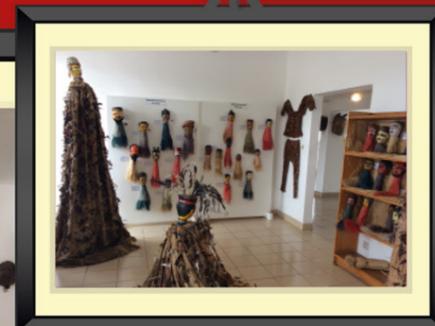
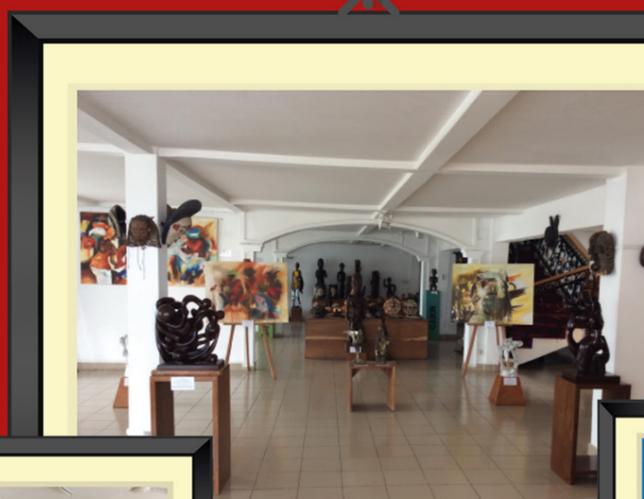
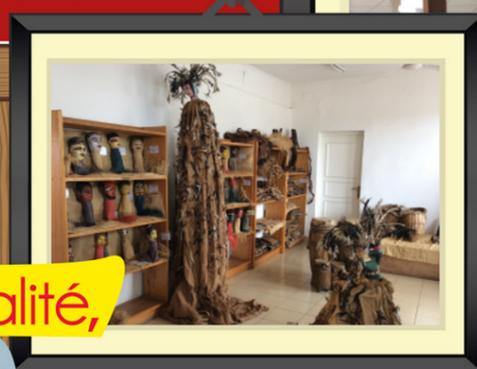
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**



Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

## SEMAINE CULTURELLE CROISÉE RUSSIE-CONGO

## L'événement s'ouvre par un métissage musical

La Semaine culturelle croisée Russie-Congo a donné son coup d'envoi, le 11 juillet, à Brazzaville, par une performance de la championne des jeux olympiques de natation synchronisée, Polina Komar, ainsi qu'un concert de la chanteuse russe Daria Davydova, accompagnée des artistes musiciens congolais.

Le lancement de la toute première Semaine culturelle croisée Russie-Congo s'est déroulé en présence de la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, et de l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Gueorgui Tchepik ainsi que des représentants des deux pays. Pour la ministre de l'Industrie culturelle, ce rendez-vous est une belle façon de consolider, par le biais de l'art et du patrimoine, une passerelle entre les deux Etats. « Par ces temps improbables, l'art est sans doute la matière qui cimente le mieux les relations entre les communautés », s'est-elle réjouie.

A en croire ses propos, aujourd'hui, le Congo et la Russie comptent à peu près cinquante-neuf ans de relation diplomatique et de partenariat bilatéral dans plusieurs domaines, entre autres l'éducation, l'écosystème numérique, etc. Face aux enjeux liés à la diversification de l'économie congolaise, la ministre Lydie Pongault estime qu'il faut repenser le secteur de la coopération et de compter avec la culture. « Créer des ponts entre les artistes de différents pays, c'est les ouvrir aux collaborations, à la complémentarité. C'est leur offrir un public qu'ils

n'avaient pas. C'est également enrichir leur créativité pour mieux envisager l'avenir », a-t-elle souligné.

Satisfait de même de la tenue de cet événement qui contribue au rapprochement culturel Russie-Congo, le diplomate russe, Gueorgui Tchepik, a annoncé au cours de cette soirée la participation des artistes congolais à un événement en septembre, en Russie.

#### Les artistes russo-congolais fusionnent la créativité des deux pays

Les spectacles ont duré environ une heure. Au public, les artistes ont servi un véritable cocktail de fusion musicale, entre le genre classique russe et la rumba congolaise. La première à faire sensation, c'est Polina Komar. Au cœur de la piscine de l'hôtel Olympic Palace, l'artiste russe livre une performance de natation synchronisée sur un fond sonore interprété par Daria Davydova. Tel un petit dauphin dans l'eau, Polina mêle à merveille des mouvements de gymnastique, danse et natation. Il faut le reconnaître, la natation artistique est une discipline très exigeante et complexe, car elle demande une très grande force car-



La chanteuse russe Daria Davydova interprétant « Indépendance cha-cha » avec l'artiste congolais Clotaire Kimbolo DR

dio-respiratoire ainsi qu'une grande énergie musculaire. Pourtant, le talent de Polina brave ces exigences et force l'admiration. Pour les compatriotes des deux pays entourant la piscine pour suivre le spectacle, l'émerveillement est au rendez-vous.

Après ce show, s'en est suivi le concert de Daria Davydova avec des musiciens congolais. C'est dans une élégante

robe en soie noire avec des motifs fleuris rouges que l'artiste fait son apparition sur le podium. Avec sa voix tantôt douce et aigüe, tantôt puissante et mélancolique, Daria enchaîne plusieurs titres classiques et modernes russes revisités au rythme de la rumba. Dans son répertoire, pas que des chants typiquement traditionnels russes. En effet, avec brio,

la chanteuse russe a également interprété le morceau « Indépendance cha-cha » de Grand Kallé, en compagnie de Clotaire Kimbolo. Ce chant était une manière de commémorer les 75 ans de Clotaire Kimbolo et ses 60 ans de carrière en tant qu'artiste musicien évoluant dans la rumba.

En passionné de la culture, le député de la circonscription 3 Poto-Poto, Ferréol Ngasakys a dit être sorti de ce spectacle naturellement satisfait. « C'est toujours un plaisir de voir de grands artistes prestés. Daria est un orfèvre dans le genre. La voir sur scène avec le grand Clotaire Kimbolo, c'est en réalité l'amitié russo-congolaise qui s'exprimait ce soir ».

La Semaine culturelle croisée Russie-Congo, débutée le 11 juillet à Brazzaville, se poursuit jusqu'au 14 du mois. Au programme de ce rendez-vous qui se déroule en simultanée à Saint-Petersbourg, une exposition ouverte au public à la Maison russe ; une dégustation de la cuisine russe le 12 juillet ; et en clôture un spectacle de danse du groupe Vainakh le 13 juillet, au Palais des congrès, à partir de 17 h 00.

Merveille Jessica Atipo



**ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

**AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC NEWSLETTER**

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
[info@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:info@lesdepechesdebrazzaville.fr)



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56   info@adiac.tv   84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

TENNIS

# Plus de cinquante athlètes participent au championnat départemental

La ligue départementale de tennis de Brazzaville a lancé, le 12 juillet, son championnat dans l'enceinte du Pôle tennis.

La compétition qui va se jouer jusqu'au 14 du mois en cours regroupe plus d'une cinquantaine des tennismen et tennismen Issus de quatre clubs de la ville capitale. Il s'agit de l'Inter club, du club de Poto-Poto, club de Mounjali et celui du Centre-ville. Les athlètes se donnent réellement le meilleur d'eux-mêmes et s'affrontent dans le fair-play. La joie et la détermination sont visibles chez les participants qui attendaient cette compétition depuis un bon moment. C'est le cas de Gabriel Kechichian, un pensionnaire du club de Centre-ville, qui vise déjà le podium. Après avoir remporté son premier match, 4-0, 4-0, il se dit prêt à défier ses futurs adversaires. « Je suis très heureux de participer à ce tournoi puisqu'il nous permet de se perfectionner et de



Une vue des athlètes/Adiac

défendre nos équipes respectives », a-t-il indiqué. Pour sa part, le président de la ligue de tennis de Brazzaville, Antoine Ardiles Mokobo, a

rappelé les objectifs de la ligue concernant le rayonnement du tennis à Brazzaville. « Pendant notre élection, nous rappelions que pour disposer d'une

image pratique de tennis, il fallait parvenir à réunir des équipements en nombre et qualité, des athlètes compétitifs puis des dirigeants asso-

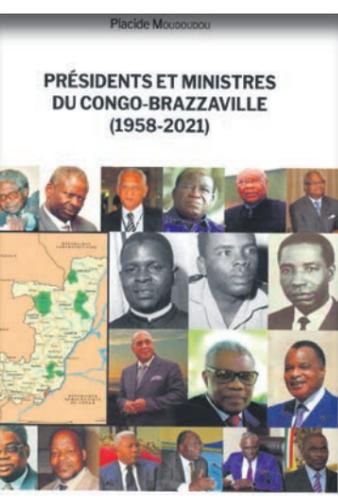
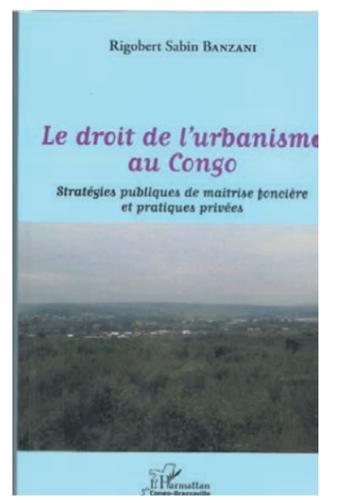
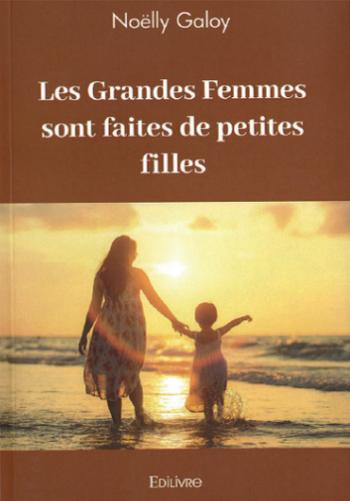
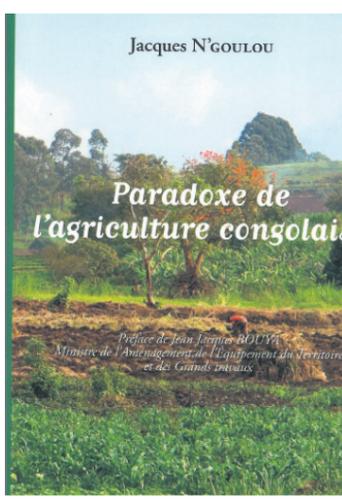
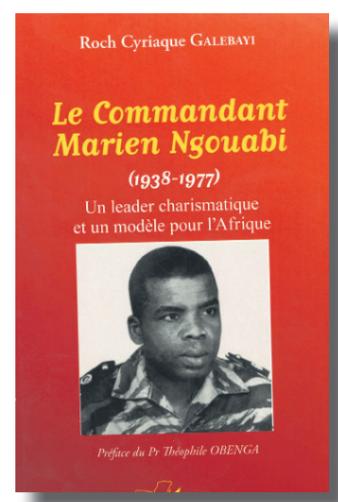
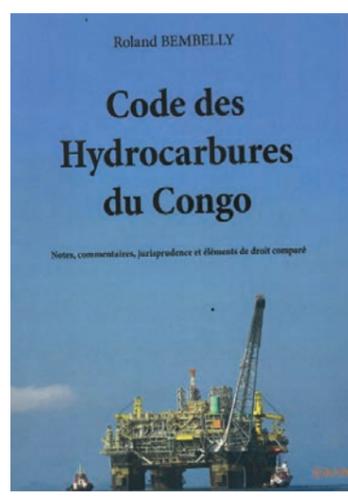
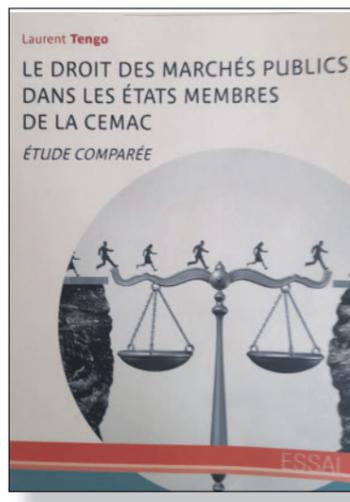
ciatifs qui font du bénévolat une véritable vertu », a-t-il fait savoir.

Notons que cette compétition lancée par le représentant du directeur départemental des sports de Brazzaville marque la fin d'une période d'hibernation causée, selon Antoine Ardiles Mokobo, par des difficultés.

Rude Ngoma

**« Je suis très heureux de participer à ce tournoi puisqu'il nous permet de se perfectionner et de défendre nos équipes respectives »**

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS EN VENTE



## TOURISME

## L'UE apporte son appui au développement de l'écotourisme

L'ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo, Giacomo Durazzo, a été reçu, le 11 juillet, par la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, Lydie Pongault. Les deux personnalités ont parlé des possibilités de financement de l'UE en termes de formation professionnelle, d'appui institutionnel pour le ministère et de renforcement des capacités des partenaires et des acteurs de l'écotourisme.

L'Union européenne appuie le Congo dans la conservation de l'environnement, de la biodiversité, des parcs nationaux et des actions qu'elle mène à travers les différentes organisations pour les activités d'écotourisme. Ces actions, pense l'ambassadeur, sont encore à petit échelle, l'idée est de les monter en puissance puisque le Congo possède un potentiel important pour développer son écotourisme.

« L'écotourisme au Congo a une forte potentielle. Le Congo est riche en ressources naturelles, beauté naturelle, culture. Tous ces atouts donnent un fort attrait à la destination », a indiqué l'ambassadeur.

Le diplomate a, par ailleurs, évoqué le projet de boîte à outils, un projet pilote financé par l'UE et qui dé-



La ministre Lydie Pongault échange et l'ambassadeur de l'UE Giacomo Durazzo posant en famille/Adiac

**« L'écotourisme au Congo a une forte potentielle. Le Congo est riche en ressources naturelles, beauté naturelle, culture. Tous ces atouts donnent un fort attrait à la destination »**

marre dans l'un des trois secteurs de la formation professionnelle de l'écotourisme pour une cinquantaine des jeunes. « Après la formation, nous allons

prendre la relève avec un projet beaucoup plus important qui s'appelle « Mosala », que nous allons financer avec l'AFD. Cette première phase va nous permettre de rentrer avec le programme plus important de pouvoir développer les activités qui répondront beaucoup plus au besoin des secteurs privés, mais il y a aussi une composante institutionnelle pour le ministère », a signifié l'ambassadeur.

Giacomo Durazzo pense qu'il faut lever certains freins au développement du dit secteur en rendant, par exemple, plus facile l'entrée sur le territoire à travers les visas plus accessibles, en réduisant les coûts de transport aérien qui restent, encore très élevés.

**Rosalie Tsiankolela**

## CONCOURS D'AGRÉGATION CAMES

## Réunir les conditions pour le succès des candidats congolais

La préparation des candidats congolais au concours d'agrégation du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), dans deux mois, a été la toile de fond de l'échange entre la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, le Pr Edith Delphine Emmanuel, et les responsables universitaires, le 11 juillet à Brazzaville.

Au concours d'agrégation du Cames, en Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion, le Congo va présenter sept candidats. « La particularité de ce concours est qu'il sera organisé de façon bimodale, c'est-à-dire une partie virtuelle qui se fera sur place et une autre en présentiel. Seuls les candidats qui réussiront à surmonter ces différentes épreuves vont par la suite se rendre à Niamey, au Niger, afin de passer les épreuves d'admission », a expliqué la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique.

Ainsi, les présidents des universités, les doyens des facultés concernées

par ce concours, les représentants des différentes institutions chargées des questions liées au numérique, réunis autour de la ministre, ont passé en revue les réglages à faire afin de déterminer, entre autres, les centres dans lesquels les loges virtuelles seront installées, le matériel requis pour que les liaisons se fassent normalement, le personnel d'appui aux candidats.



Réunion préparatoire du Concours de Cames/Adiac

**« La particularité de ce concours est qu'il sera organisé de façon bimodale, c'est-à-dire une partie virtuelle qui se fera sur place et une autre en présentiel. Seuls les candidats qui réussiront à surmonter ces différentes épreuves vont par la suite se rendre à Niamey, au Niger, afin de passer les épreuves d'admission »**

Le concours d'agrégation de cette année vient en effet renforcer le processus de digitalisation en

cours au Cames. « Si certaines considérations techniques ne sont pas réunies, nos candidats pourraient être lésés »,

a souligné la ministre. Il convient de préciser que le concours d'agrégation se fait traditionnellement au mois de

novembre. Mais à cause du caractère bimodal de la session de cette année, le concours aura lieu le 16 octobre dans sa première phase. C'est au début du mois de novembre que les candidats qui réussiront ladite phase vont se rendre à Niamey, au Niger.

**Rominique Makaya**